

VILLE DE CARCASSONNE**LE MAIRE DE LA VILLE DE CARCASSONNE**

- Vu le code général de la fonction publique,
- Vu le décret n° 2006-1690 du 22 décembre 2006 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux,
- Vu les lignes directrices de gestion arrêtées par l'autorité territoriale le 1^{er} juillet 2024 après avis du comité social territorial,
- Vu la situation des fonctionnaires territoriaux de la commune,
- Vu le tableau des effectifs,
- Considérant que les nominations sont prononcées dans l'ordre du tableau, au cours de la période de validité qui ne peut excéder le 31 décembre de l'année en cours,

ARRETE

ARTICLE 1 : Au titre de l'année 2024, le tableau d'avancement pour l'accès au grade d'adjoint administratif principal de 1^{ère} classe, est fixé comme suit :

Nom	Prénom	Grade actuel
AGUILAR	Alexandra	Adjoint administratif principal de 2 ^{ème} classe
ROSES	Stéphanie	Adjoint administratif principal de 2 ^{ème} classe
CRESPOLINI	Audrey	Adjoint administratif principal de 2 ^{ème} classe
ARDICHEN	Emmanuelle	Adjoint administratif principal de 2 ^{ème} classe
MAGNIN	Sandra	Adjoint administratif principal de 2 ^{ème} classe
BOUQUIE	Christelle	Adjoint administratif principal de 2 ^{ème} classe

ARTICLE 2 : Le présent tableau annuel d'avancement précise également la part respective des femmes et des hommes dans le vivier des agents promouvables et celle parmi les agents inscrits sur ce tableau qui sont susceptibles d'être promus en exécution de celui-ci :

	Agents promouvables	Agents inscrits sur le tableau
Nombre de femmes	23	6
% de femmes	92%	100%
Nombre d'hommes	2	0
% d'hommes	8%	0%
Total	25	6

ARTICLE 3 : MM. le Directeur Général des Services de la Mairie et le Trésorier de Carcassonne Agglomération sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 4 : Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Le 1^{er} juillet 2024

